

Suite de la page 9

• son boycott, solitaire, des élections législatives du 4 mai 2017 risque de lui coûter aussi cher qu'au PAGES, au FFS et au RCD, tenus longtemps éloignés, par le passé, des espaces de la concurrence électorale.

Il aurait pu profiter de ces premières étrennes de son existence politique pour prendre l'exacte mesure de son enracinement électoral au lieu d'esquiver la confrontation avec ce qu'elle comporte de dangers quant à la préservation du terrain gagné jusque là ;

• enfin, le défi du rajeunissement annoncé – surtout au niveau de l'instance supérieure de direction – n'a pas été relevé, plusieurs anciens cadres des gouvernements du président Liamine Zeroual, eux aussi, septuagénaires figurent dans son organigramme ;

• d'autres partis ont, dans la même veine, été constitués par d'anciens ministres des gouvernements des présidents Chadli Bendjedid et Liamine Zeroual : le CCDD, déjà cité, fondé, avec l'appui des sénateurs démissionnaires Salah Boubnider et le Commandant Azzeddine, par Abdelhak Bererhi, ancien membre du comité central du FLN qui vient de publier le premier tome de ses mémoires *Itinéraires : de l'université à la politique* et l'Union des forces démocratiques et sociales (UFSD) présidé, dès 2012, par Nourreddine Bahboub, ancien ministre de l'Agriculture et membre démissionnaire de la direction du RND, directeur de campagne de Mokdad Sifi à la présidentielles de 2009.

Ultimes remarques au terme de ce chapitre consacré aux partis hétérodoxes des anciens dirigeants de l'Etat et du FLN :

• deux formations au moins, antagonistes par leurs projets de société – Wafa et le Front démocratique non agréés – ne sauraient être rangées parmi celles qui se revendiquent du néo-nationalisme, la première d'obédience islamiste, la seconde plus proche des versions RCD et ANR que de celles de Ahd 54 ou du Front national algérien ;

• la délivrance sélective des agréments contredit les intentions premières du pouvoir auquel on prêtait la volonté de mettre un trait définitif sur les règlements de comptes et l'exclusion arbitraire. On constate, plutôt, qu'en plus de l'application d'une règle non écrite qui continue d'interdire aux anciens dirigeants de premier rang de griller les lignes rouges, la distribution des autorisations d'activer vise, presque exclusivement, les intellectuels – historiques ou pas – au profit de la cohorte de dirigeants, formés sur le tas, qui encombre les allées d'une classe «pré-politique», comme El-Hachemi Cherif aimait à le répéter. Un signe, parmi d'autres, de la méfiance persistante cultivée par certains «décideurs» à l'endroit de l'intelligence de la Nation.

2 - LES PARTIS NÉO-NATIONALISTES

Les deux partis sortis du lot de ceux qui avaient adopté le credo du dépassement du FLN par la reprise de son flambeau, ressourcé aux fondamentaux, sont Ahd 54 et le Front national algérien. Tous deux, fondés par des enfants de chahid, s'étaient éloignés du FLN, en suivant une ligne indépendante.

a) AHD 54

Ahd 54 est le fait de Fawzi Rebaïne, un opposant de la première heure, chef de file de l'association des fils et filles de chahadas de la wilaya d'Alger puis de la Ligue des droits de l'homme, après sa détention dans les pénitenciers de Berrouaghia et de Lambèse, sous l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Fort de cette double «légitimité» révolutionnaire et démocratique il se lance dans le militantisme partisan légal, dès 1991, non sans avoir mis en place, après les évènements d'Octobre 1988, un Conseil national contre la torture.

Les Algériens reconnaissent, très bien, cet Algérois de 62 ans, fils de Fatima Ouzegane, candidat assidu à toutes les élections présidentielles et législatives, à son franc-parler qui domine son discours atypique. Il s'est constitué auprès du public, au vu de cette constance, un capital de sympathie qui n'a pas, toutefois, suffi à entraîner une adhésion franche à son programme nationaliste basé sur la défense des valeurs de la Révolution de Novembre et de la mémoire. Le score qu'il a obtenu à l'élection présidentielle de 2014 se situe au dessous de 1%.

b) LE FRONT NATIONAL ALGÉRIEN

Le FNA de Moussa Touati, transfuge de l'ANP, natif du Titteri, bien qu'ultérieur à Ahd 54 bénéficia d'une entame plus aboutie, puisqu'après 3 ans, seulement, d'activités, il remporte 8 sièges, en 2002, puis provoque la surprise, en 2007, avec 13 sièges – ses adversaires imputent ce succès à la confusion faite par les électeurs entre son sigle et celui du FLN –. Il se stabilisa, en 2012, au niveau de 9 sièges.

Son discours, lui aussi, nationaliste, se singularise, par contre, par son populisme primaire – il se dit «parti des pauvres» – et des libertés prises avec la vérité qui lui ont fait dire, durant la campagne des législatives de mai 2017 qu'«on vit mieux au Maroc qu'en Algérie».

A ces élections, il a présenté, dans la wilaya de Chlef, une liste composée, uniquement, de

Les coups d'Etat étant passés de mode, le procédé, abondamment, relayé par la presse écrite et électronique, manqua de déstabiliser le pouvoir avant qu'une loi ne vienne mettre un terme aux interventions des militaires dans la sphère politique. Ils sont, désormais, astreints à l'obligation de réserve pouvant encourir des peines de détention ainsi que Benhadid en fit l'expérience à la prison d'El-Harrach.

femmes, en application des dispositions de la Constitution de 2016, révisée, relatives au genre. Aux élections présidentielles de 2014, son leader n'obtient que 0,56% des voix.

c) LE FRONT EL-MOUSTAQBAL ET EL-FADJR EL-DJADID

Ces deux partis doivent leur naissance au déblocage du processus d'octroi des agréments ordonné par la Présidence de la République craignant de voir «les révolutions arabes» déborder les frontières de l'Algérie.

Une vingtaine de formations nouvelles pour la plupart, totalement inconnues dans l'espace partisan, déjà saturé, profitèrent de cette levée d'interdiction maintenue pendant une dizaine d'années par Nourreddine Zerhouni, ministre de l'Intérieur et ancien directeur adjoint des services de renseignements sous le gouvernement du président Houari Boumediène et administrée, avec célérité, par Daho Ould Kablia, son successeur et non moins président de l'association des anciens du Malg.

Le Front El-Moustaqbal (front de l'avenir) et El-Fadjr El-Djadid (l'aube nouvelle) qui firent partie de cette troisième et ultime cuvée du multipartisme, depuis 1989, se situèrent, comme leurs aînés, précédemment, cités, sur une position de défiance vis-à-vis du vieux courant nationaliste «perversi par le FLN» et à l'égard duquel ils se posèrent en alternative générationnelle appelée à le transcender.

Moins prisonnier de la rigidité du discours d'El-Fadjr El-Djadid de Tahar Benbaïbache venu de la Coordination des enfants de chahada et du RND dont il fut, avant Ahmed Ouyahia, le secrétaire général «désigné» par Mohamed Betchine, un de ses fondateurs, le Front El-Moustaqbal fort de l'expérience des luttes estudiantines de sa matrice, l'UNEA des années 80-

90, a pris, dans la course au leadership du courant néo-nationaliste un avantage favorable.

Il le démontra aux législatives de 2012 et, surtout, à la présidentielle de 2014, saisie par son dirigeant, Abdelaziz Belaïd, médecin de son état, pour populariser le «modèle» de ce que sera le politicien algérien de demain.

Le scrutin de 2017 devra, en principe, confirmer et améliorer le vote «d'estime» qu'il recueillit, il y a cinq années, et qui le classa au surprenant troisième rang après le Président élu. El-Fadjr El-Djadid, membre du Pôle du changement de Ali Benflis s'était, pendant ce temps, occupé à se prémunir de toute espèce de volatilité opportuniste, en attendant de voir si sa participation – décidée contre l'avis de ses alliés – aux élections de 2017, avec des têtes de listes comme Ali Draâ, ancien directeur du journal *L'Unité* de l'Unja, et conseiller en communication de Mouloud Hamrouche, apportera ou non un changement dans l'image que l'opinion s'était faite de lui.

E- LES OPPOSANTS NON PARTISANS

Les opposants non partisans de l'ère constitutionnelle sont moins nombreux que ceux de l'opposition historique des premières années de l'indépendance. Et bien plus libres de leurs paroles, de leurs actes et de leurs mouvements.

Le point qu'ils ont en commun avec leurs homologues partisans – Abdelhamid Brahimi,

moment où il était question de succession – de vérifier s'il existait, au sein de l'opinion, un mouvement favorable qui l'aurait incité à forcer un probable destin national. Il contrevint, une seule fois, à cette attitude de dirigeant en réserve de la République, au-dessus des partis, en se rendant à Mazafra (Zéralda) le premier grand forum – toutes mouvances confondues, en l'absence du PT et du FFS – organisé par une opposition au plus fort de sa dynamique offensive.

• Ahmed Benbitour, l'unique chef de gouvernement à s'être prévalu de l'exploit d'avoir démissionné, en tenant tête au président Abdelaziz Bouteflika, ne bénéficie pas du même courant de sympathie et se trouve, largement, défavorisé dans ses tentatives de gagner la bataille de l'opinion.

Par manque de charisme et d'originalité, il constate qu'il n'a pas d'autre possibilité que de se réfugier derrière le paravent de l'opposition partisane dont il ne rate aucun conclave. Ces faiblesses l'ont dissuadé de présenter sa candidature aux présidentielles de 2014 après en avoir fait, le premier, l'annonce solennelle.

• A côté des opposants non partisans civils, il arriva au régime – du temps du bicéphalisme – de se faire fustiger par des officiers généraux de l'ANP en retraite. Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense et membre du HCE, opposé au 1^{er} et 4^e mandat, Rachid Benyellès, ancien général commandant des forces navales et ex-membre du bureau politique du FLN et Hocine Benhadid, général commandant des forces blindées et de l'Académie militaire interarmes de Cherchell, furent les plus véhéments, dans leur critique de la gouvernance du président Abdelaziz Bouteflika.

Les coups d'Etat étant passés de mode, le procédé, abondamment, relayé par la presse écrite et électronique, manqua de déstabiliser le pouvoir avant qu'une loi ne vienne mettre un terme aux interventions des militaires dans la sphère politique. Ils sont, désormais, astreints à l'obligation de réserve pouvant encourir des peines de détention ainsi que Benhadid en fit l'expérience à la prison d'El-Harrach.

• Les partis ne détiennent pas à eux seuls le monopole de la contestation. La société civile ⁽⁷⁷⁾ leur a emboîté le pas et va jusqu'à les concurrencer sur leur terrain depuis 2013, l'année où fut annoncée la candidature du président Bouteflika à un 4^e mandat. De nombreux segments du mouvement associatif – RAFA, RAJ, ACVO 88, les associations des familles de victimes du terrorisme, El-Baraka – les syndicats autonomes – Fonction publique, Santé et Education – la presse écrite indépendante, les chaînes de télévision privées, la blogosphère utilisant tout les moyens – manifestations de rue, grèves, communication sur les réseaux sociaux – pour informer l'opinion publique sur leurs protestas.

Ce phénomène ascendant tend à se généraliser et à s'installer dans le temps, volant la palme de l'efficacité aux partis pénalisés par le rachitisme de leurs bases et leur communication désincarnée par rapport au vécu et aux problèmes de la société.

Le mouvement qui a fixé les luttes autonomes de plusieurs catégories socioprofessionnelles du pays a payé la rançon de son audace : plusieurs journaux empêchés de parution, des TV sanctionnées par des fermetures et des blogueurs emprisonnés, dont Tamalt décédé, en détention, accusé d'un délit que la loi ne punit pas d'emprisonnement.

La répression de ces formes exogènes d'expression politiques n'a pas découragé la volonté des jeunes, de manifester leur aspiration au changement et au respect des libertés et des droits reconnus par la loi, le signe d'une prise de conscience qui augure d'une autogestion sociale des luttes en phase avec l'air du temps.

**B. M.
(À suivre)**

NOTES :

15) Ali Benflis, né le 8 septembre 1944 à Batna, ce fils et frère de chahid, auteur d'ouvrages dédiés à la mémoire de ses parents est un juriste de formation, avocat, magistrat et plusieurs fois ministre de la Justice, de 1988 à 1991 dans les gouvernements Merbah, Hamrouche et Ghazali. Cofondateur de la Ligue algérienne des droits de l'Homme, il désapprouve l'interruption du processus électoral et s'oriente vers le Parlement où il est élu député FLN en 1997. Directeur de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika, en 1999, il est secrétaire général puis chef de cabinet à la Présidence de la République et, enfin, chef de gouvernement en 2000 et Secrétaire Général en 2001. Encouragé, selon la vox populi, par le général Mohamed Lamari, chef d'état major de l'ANP, il postule à la Présidence de la République en 2004. Son brain-trust de campagne est composé, alors, de nombreux intellectuels, artistes, technocrates, anciens officiers de l'ANP et anciens ministres parmi lesquels : Chafik Mesbah, Abdelmadjid Bouzidi, Abdelmadjid Attar, Leïla Aslaoui, Boutheina Cheriet, Si Mohamed Baghdadi, Abdelhak Bererhi, Karim Younés, Lakhdar Hamina, Ahmed Rachedi, Nacer

Djabi, Abdenour Keramane, Nazim Zouiouèche, Abdelaziz Djerad et Sellat, son directeur de campagne. Après un échec qui le désarçonna, il entre en hibernation d'où il ne réémergera qu'en 2014. Il est, de nouveau, candidat, à la présidentielle, crédité de plus de 12% de voix. Rassuré par ce regain de popularité, il fonde Talaïe El-Houriyate (l'avant-garde des libertés) agréé en 2015. Abdelkader Attaf et le colonel Ahmed Adimi l'assistent dans l'animation des activités du parti.

16) Mouloud Hamrouche appartient à une famille de moudjahidine et de chahouhada d'El-Harrouch (Nord Constantinis) où il est né en 1943. Lui-même jeune fidaï – à 17 ans – dans les commandos de Si Messaoud Boudjeriou – de son nom de guerre El-Ksentini – il est transféré en Tunisie puis en Irak où il suit une formation militaire. A l'indépendance il est officier instructeur puis diplômé de Sciences Po à l'IEP d'Alger. Directeur du protocole des présidents Boumediène et Chadli, il gravit les échelons de la hiérarchie du pouvoir – Secrétaire général à la Présidence de la République – puis dirige le gouvernement réformateur porteur de nouvelles idées dans la gestion de l'économie et l'organisation des institutions et de la presse. C'est ce gouvernement qui élaborait les principaux textes

de rupture avec l'économie administrée : loi sur la monnaie et le crédit, loi sur le commerce extérieur, loi sur l'orientation des entreprises. La libération de la presse, la suppression des ministères des moudjahidine et de la communication lui sont, également, dues. La révolte du FIS le place devant un grand dilemme. Il essaie de temporiser et autorise le stationnement des partisans du FIS sur les places publiques de la capitale. L'ANP le désavoue. Hostile à l'interruption du processus électoral, il est remplacé par Sid-Ahmed Ghazali. Il lance un appel à la paix avec les signataires du Contrat de Rome et apparaît, depuis, de temps à autre, sur la scène nationale pour commenter l'actualité. Sans être entendu par la hiérarchie militaire qui ne lui pardonne pas ses positions contre les janviéristes. «Enfant du système» ainsi qu'il le déclare lui-même, il plaide pour sa transformation de l'intérieur.

17) Le mouvement associatif dont l'architecte fut El-Hadi Khediri, ministre de l'Intérieur et ancien DGSN, fut lancé avant les «associations à caractère politique». Il devait supplanter, sous une forme «libéralisée» le vieux système des organisations de masse effondré lors des évènements d'Octobre 1988 et dont l'un des symboles décrié était «l'Amicale des Algériens en Europe».